

LES AVANCÉES ET RETARDS DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE FRANÇAIS SUR L'ÉCONOMIE

CHRISTIAN CHAVAGNEUX *

LA COMPRÉHENSION DES MÉCANISMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

L'inquiétude sur le niveau de compréhension économique des Français a commencé à redevenir un sujet d'actualité au milieu des années 2000, pas uniquement pour des raisons heuristiques. En plein libéralisme triomphant et au moment où les acteurs financiers anglo-saxons semblaient profiter plus que nos champions nationaux des vertus de la libéralisation financière et de l'explosion de la titrisation et des marchés de produits dérivés, certaines élites ont commencé à s'émouvoir d'un supposé atavisme qui conduirait les Français à douter de la mondialisation et des vertus de l'économie de marché. Et donc à priver notre pays de toute l'efficacité des marchés libres, en particulier financiers.

On retrouve la trace de ce genre d'arguments dans plusieurs ouvrages. Turin (2006) ne fait alors pas dans la dentelle en expliquant que « le divorce est consommé entre les Français et l'économie », ce par quoi il entend que « partout ailleurs sauf à Cuba et en Corée du Nord, l'économie de marché est considérée comme une donnée. Pas chez nous ! ». Dans la même veine, pour Landier et Thesmar (2007), « ce qui est frappant dans ce phénomène de rejet de l'économie libérale, c'est à quel point il s'agit d'une singularité française » et les deux auteurs « d'expliquer » aux Français les vertus de la finance de marché.

241

* Rédacteur en chef adjoint, *Alternatives économiques* ; rédacteur en chef, *Économie politique*.

Or, les différents sondages disponibles à l'échelle mondiale montrent que si les Français sont effectivement critiques à l'égard du libéralisme, ils sont loin de constituer une exception gauloise. En 2007, juste avant la crise, une enquête du Pew Research Center souligne que les Français acceptent, comme les autres, en très grande majorité le libre-échange, qu'ils sont, comme les autres, peu confiants dans les entreprises étrangères et que s'ils croient moins que les autres à l'économie de marché, ils sont quand même une majorité de 56 % à lui trouver des vertus. Une nouvelle enquête GlobeScan pour BBC World Service réalisée au deuxième semestre 2009 confirme que si la crise a eu pour effet de renforcer les doutes des Français, qui sont les seuls à réclamer dans des proportions importantes un autre système que le capitalisme libéral, la volonté de voir les gouvernements intervenir activement pour corriger la répartition des revenus et réguler les entreprises privées ainsi que l'appel à un capitalisme plus régulé recueillent également une large majorité dans d'autres grands pays.

Tableau 1
Enquête sur 2007

	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie	États-Unis	Japon
Personnes approuvant (en %) :						
- le libre-échange	78	85	78	68	59	72
- la présence d'entreprises étrangères	44	47	49	38	45	54
- l'économie de marché	56	65	72	73	70	49

Source : Pew Research Center, octobre 2007.

Tableau 2
Enquête sur 2009

	France	Allemagne	Royaume- Uni	Italie	États-Unis	Japon
Personnes approuvant (en %) :						
- une intervention plus active du gouvernement pour redistribuer les richesses	87	77	67	89	41	51
- une intervention plus active du gouvernement pour réguler les entreprises	76	45	56	70	44	26
- un changement complet de système économique	43	8	19	29	13	9
- une réforme du système économique vers plus de régulation	47	75	57	59	53	66

Source : GlobeScan/Pipa pour BBC World Service, novembre 2009.

Au vu de ces sondages, on serait tenté de proposer le constat suivant : bien que majoritairement acquis au libéralisme avant la crise, les Français ont su conserver une distance critique vis-à-vis des vertus spontanées des marchés. Les événements des deux dernières années ont confirmé que leur appréhension du système économique mondial était justifiée. Cette critique se transforme après les moments chauds de la crise en un espoir plus grand qu'ailleurs de changer de système, mais une majorité souhaite, à l'image des autres grands pays, un capitalisme mieux régulé, notamment en matière de redistribution des richesses et de régulation des entreprises. Un positionnement qui les met aujourd'hui sur la même longueur d'onde que les économistes des grandes institutions internationales (Fonds monétaire international - FMI, Banque des règlements internationaux - BRI) et complètement dans la ligne des recommandations politiques des G20 de 2009.

La façon dont les Français comprennent l'économie semble donc largement influencée par les consensus intellectuels du moment et par bien d'autres éléments subjectifs que mettaient déjà en avant les économistes Charles Gide et Charles Rist dans les années 1940 : « Les croyances religieuses ou morales, les convictions politiques et sociales, les sentiments et les préférences individuels, jusqu'aux expériences et aux intérêts personnels, jouent ici leur rôle et contribuent à déterminer l'orientation de chacun. »

243

Mais pour nourrir et étayer leurs croyances et leurs convictions, les Français veulent mieux comprendre le fonctionnement de l'économie. En cela, ils se heurtent, de leur propre aveu, à deux difficultés qui sont liées : selon un sondage TNS Sofres pour le Codice (Conseil pour la diffusion de la culture économique), 75 % d'entre eux pensent que l'information économique à laquelle ils sont confrontés est inaccessible et incompréhensible, 64 % n'ont jamais suivi dans leur vie de formation en économie. Face à une telle demande, les enjeux de la pédagogie économique sont cruciaux.

LA FORMATION DISPENSÉE PAR LE SYSTÈME ÉDUCATIF ET LES MÉDIAS FRANÇAIS

Peu de Français sortent du lycée en ayant bénéficié d'une formation en économie. Elle ne fait pas partie du socle commun de connaissances que doivent avoir tous les élèves qui sortent du collège. Au lycée, la matière demeure optionnelle en seconde (environ 40 % des lycéens la choisissent) et la série ES (économique et sociale) accueille environ un tiers des bacheliers généraux. Accroître la culture économique des Français réclamerait donc deux mesures de bon sens : généraliser l'enseignement d'économie en seconde, ce qu'institue la réforme

actuelle du lycée, mais avec un horaire très limité (les lycéens devront choisir un enseignement d'économie ou bien de gestion, les deux s'ils le souhaitent), et proposer la matière en option aux élèves de première et terminale qui ne suivent pas la série ES.

Le débat porterait alors sur le contenu de ces enseignements. S'ils doivent former des citoyens ouverts aux questions économiques et sociales de leur temps, le contenu actuel des programmes donnant la priorité au décryptage de ces grandes questions comme outils d'acquisition des méthodes de raisonnement économique et sociologique paraît adapté. Il faut en effet résister à la tentation d'en faire un enseignement propédeutique à l'enseignement universitaire de sciences économiques, qui ne concernerait que la partie, très minoritaire, des lycéens qui s'engagent dans ce type de cursus après avoir obtenu leur baccalauréat.

La question se pose d'ailleurs de l'adaptation de l'enseignement en économie à l'université à la formation des Français en économie. L'économiste David Colander a acquis une certaine notoriété aux États-Unis pour avoir analysé les défauts des programmes universitaires de sciences économiques. Il a récemment étendu son champ d'enquête à l'Europe. Selon Colander (2009), la grande différence entre les États-Unis et l'Europe tient à ce que l'université américaine ne cherche qu'à produire des spécialistes de l'écriture d'articles théoriques publiables dans les revues « qui comptent », celles qui reproduisent l'approche dominante qui a été largement secouée par la crise actuelle (Chavagneux, 2010). De la théorie pure, destinée uniquement à être lue par les autres économistes. Alors qu'en Europe, on conserve encore un intérêt pour la recherche utilisable par les décideurs publics. Mais pour combien de temps encore ? Colander se dit surpris de voir combien les économistes universitaires européens veulent copier encore plus l'université américaine pour faire de la publication d'articles dans les revues spécialisées et le comptage du nombre de publications (la « bibliométrie »), l'alpha et l'oméga de la distinction économique.

Pour le professeur américain, c'est une très mauvaise orientation. Savoir écrire un article technique publishable ne fait pas de vous un bon professeur d'économie, ni quelqu'un qui nourrit le débat public. Les bons économistes sont connus de la profession, qu'ils publient dans les revues ou pas. De plus, mesurer la qualité d'un économiste à sa production d'articles est extrêmement réducteur. Cela ne devrait représenter qu'environ 20 % de son travail. Le reste consiste à réfléchir, débattre en public, écrire des livres, commenter le travail des autres... Enfin, les revues privilégient le travail d'économistes de tour d'ivoire, les travaux théoriques destinés aux seuls économistes, au détriment des recherches servant à alimenter le débat de politique économique à même de nourrir le débat démocratique en économie.

Les Français n'ayant pas bénéficié d'une formation initiale en économie et néanmoins désireux de comprendre les débats de leur temps recourent alors à la presse spécialisée. De ce point de vue, il est généralement de bon ton de comparer la presse économique anglo-saxonne et française pour louer les qualités de la première et les défauts de la seconde. Un complexe de plus en plus mal placé.

Il est certain que la presse économique spécialisée s'est développée de manière tardive en France, à partir de la fin des années 1970. Mais elle l'a fait sous l'impulsion de professionnels de la presse tels Jean Boissonnat, Gérard Moatti et d'autres dont les exigences n'avaient rien à envier à leurs confrères anglo-saxons et qui ont imposé des standards de qualité au journalisme économique. Il n'en reste pas moins vrai que jusqu'aux années 1980-1990, les journaux spécialisés en économie, comme le *Financial Times* ou *The Economist* et même de grands quotidiens généralistes comme le *New York Times*, avaient une longueur d'avance sur la presse économique française : ils avaient compris, depuis longtemps, que les sujets économiques sont difficiles, techniques et que l'on est d'autant mieux à même de sélectionner les événements importants et de les expliquer si l'on est un spécialiste de son sujet. Un choix effectué depuis très longtemps par la presse anglo-saxonne et qui a fini par s'imposer aussi en France. On peut trouver aujourd'hui dans les dernières pages du deuxième cahier des *Échos* des articles expliquant des mécanismes financiers complexes d'aussi bonne qualité que ceux que l'on trouve au même endroit dans le *Financial Times*. Ils se trouvent en fin de journal et sont réservés à un lectorat plus spécialisé, mais qui peut s'en emparer pour porter ensuite un débat plus large.

245

Si la presse économique anglo-saxonne conserve encore une certaine avance par rapport à sa consœur française, elle la doit, d'une part, à des moyens plus importants et, d'autre part, à la qualité de son information. De ce point de vue, les hauts fonctionnaires britanniques et américains semblent toujours plus prêts à fournir des informations de qualité à la presse que leurs homologues français, plus enclins au culte du secret.

Si les sujets traités le sont bien, reste la question du choix des sujets. De ce point de vue, la presse économique donne la priorité à l'analyse des décisions gouvernementales et à celle des stratégies d'entreprise. Deux champs importants, mais qui ne résument pas toutes les questions économiques et sociales. Un vaste ensemble de réalités économiques et sociales (les chômeurs, les pauvres, les PME, les pays du Sud non émergents...) sont rarement couvertes et expliquées pour privilégier le commentaire sur les dernières évolutions des indices boursiers qui, il est vrai, ont l'avantage de changer tous les jours...

LA SITUATION EN FRANCE PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS

Selon un sondage BVA publié par *L'Expansion* en mars 2009, les Français apparaissent comme les champions d'Europe des connaissances économiques ! Confrontés à quatre questions économiques, leurs taux de bonne réponse était largement en tête des huit pays européens pris en compte. Au-delà de cette indication parcellaire, il est difficile de savoir si les Français sont plus ou moins bons en économie que les autres. Comme on l'a rappelé plus haut, chacun fait ses choix non sur la base d'une connaissance économique scientifique de l'économie, mais en fonction de ses croyances et convictions. La question est plutôt de savoir dans quelle mesure les Français pensent que l'économie est un sujet important à maîtriser pour pouvoir participer au débat démocratique. Selon le sondage du Codice, 70 % d'entre eux pensent que l'on a de plus en plus besoin de connaissances économiques pour réussir dans la vie.

Les Français semblent donc assez soucieux de maîtriser les questions économiques et bénéficient, pour les aider, d'une presse spécialisée, on l'a rappelé plus haut, qui a fait d'énormes progrès. Il n'en reste pas moins qu'un retard français existe véritablement dans l'animation quotidienne du débat par les économistes. Si l'on fait exception de quelques spécimens devenus spécialistes des plateaux téléés et des studios radios, dont la valeur est largement démonétisée tant auprès du public (lassitude) que de leurs collègues (une large présence médiatique se fait au détriment du travail de fond), la France compte peu d'économistes soucieux d'entretenir en permanence un débat démocratique sur l'économie. Pour un Daniel Cohen, les États-Unis ont, entre autres, Paul Krugman, Joseph Stiglitz, Alan Blinder, Robert Reich, Bradford DeLong et une multitude de blogs économiques, le plus souvent de qualité, à côté desquels les quelques blogueurs français paraissent largement isolés. Le débat français pêche assurément en la matière.

246

*LES ACTIONS SPÉCIFIQUES ENGAGÉES
PAR ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES EN CE DOMAINE
ET LES AXES À PRIVILÉGIER POUR L'AVENIR*

Alternatives économiques fêtera à la fin de l'année 2010 ses trente années d'existence. Le projet de Denis Clerc, son fondateur, était de mettre les questions économiques au cœur du débat démocratique. Face à une presse économique en développement essentiellement destinée aux cadres dirigeants, *Alternatives économiques* voulait, dès sa création en 1980, mettre l'économie à la portée du plus grand nombre. L'objectif de faire comprendre les mécanismes économiques

et financiers fut constitutif du journal. Sans jamais servir un modèle particulier, le magazine était antitotalitaire avant la chute du mur de Berlin et critique du libéralisme ensuite.

Le développement de la mondialisation de l'économie, la menace d'un chômage persistant et les dérapages fréquents et violents des marchés financiers ont sûrement contribué à nourrir la volonté de comprendre les mécanismes économiques de la part de la société française. *Alternatives économiques* a su convaincre qu'il pouvait être l'un des outils permettant d'y arriver. Selon l'OJD (association pour le contrôle de la diffusion des médias), la diffusion payante totale d'un numéro s'établissait à 111 656 exemplaires en 2009. Au-delà de la diffusion, le magazine a beaucoup gagné en audience. Celle-ci est suivie par le biais d'une enquête régulière qui mesure le nombre de personnes qui s'empare d'un journal une fois qu'il a été acheté. Avec un peu plus de 1,1 million de personnes, *Alternatives économiques* est désormais le deuxième mensuel économique français (après *Capital*).

Ce projet de pédagogie économique à destination du plus grand nombre a été porté au-delà du magazine. Par le lancement, en 1999, d'une revue trimestrielle, *L'Économie politique*, qui se fait l'écho des débats de spécialistes (universitaires, syndicalistes, journalistes...), mais de manière non technique, et qui, avec une diffusion légèrement supérieure à 3 000 exemplaires, s'est imposée comme la première revue d'économie française. Et, plus récemment, par la création en 2007 de l'Idies (Institut pour le développement de l'information économique) dont l'objectif est d'animer le débat autour des conditions d'une information économique et sociale de qualité¹.

L'Idies travaille sur quatre chantiers :

- la place et le contenu des enseignements économiques et sociaux ;
- le traitement des questions économiques et sociales par les médias ;
- la qualité et le pluralisme des sources statistiques et des organisations qui en assurent l'analyse et la vulgarisation ;
- et la prise en compte de la pluralité des formes d'entreprise et de la diversité des parties prenantes.

C'est en réfléchissant de manière collective autour de ces quatre axes qu'il nous semble possible de contribuer à améliorer l'intérêt et les connaissances des Français pour les questions économiques et sociales.

NOTE

1. Site Internet de l'Idies : www.idies.org.

BIBLIOGRAPHIE

- CHAVAGNEUX C. (2010), « Les économistes bousculés par la crise », *Alternatives économiques*, n° 287, janvier.
- COLANDER D. (2009), *The Making of a European Economist*, Edward Elgar.
- LANDIER A. et THESMAR D. (2007), *Le grand méchant marché. Décryptage d'un fantôme français*, Flammarion, p. 9.
- TURIN M. (2006), *Le grand divorce*, Calmann-Lévy, p. 8.